

tage en 1895. — La réforme électorale du 18 février 1896. — Les élections de mars 1897. — Les ordonnances Badeni (5 avril 1897). — L'agitation nationale allemande. — La réunion de Dresde (mai 1897). — L'obstruction allemande. — Les scandales au Parlement. — La démission du comte Badeni (28 novembre 1897). — Le ministère Gautsch (30 novembre 1897). — Les ordonnances Gautsch. — Le ministère Thun (5 mars 1898). — M. de Schœnerer contre la gauche allemande. — La séance du 30 mars 1898. — La rupture entre les radicaux allemands de Schœnerer et les autres partis allemands. — La démission du comte Thun (septembre 1899). — Le ministère Clary (2 octobre 1899). — Le retrait des ordonnances Gautsch (14 octobre 1899). — La démission du comte Clary (21 décembre 1899). — Le ministère Wittek. — La « Los von Rom Bewegung ». — Son caractère politique. — Son ampleur. — Le discours de l'archiduc François-Ferdinand. — La démission du cabinet Wittek (19 janvier 1900). — Le ministère Kørber (20 janvier 1900). — L'intransigeance des pangermanistes. — La dissolution de la Chambre (8 septembre 1900). — Les élections de janvier 1901. — Les succès des pangermanistes et des populistes allemands. — Wolf contre Schœnerer. — La séance du 18 mars 1902. — Le dernier mot d'une évolution : « Hoch und Heil den Hohenzollern ».

L'empire allemand venait à peine de se fonder à Versailles, que l'empereur François-Joseph apportait un nouveau changement à l'orientation de la politique autrichienne. M. de Beust conservait sans doute la direction des affaires extérieures, mais à l'intérieur l'empereur tentait un essai hardi, et au moment même où l'idée de l'unité allemande, de la suprématie de la culture germanique triomphait dans l'apothéose impériale, savamment réglée par M. de Bismarck, le monarque autrichien allait essayer de gouverner ses États cisleithans, en s'appuyant non plus sur l'élément allemand, mais au contraire sur les autres nationalités. Le 4 février 1871